



ASIE/PAKISTAN - Selon un avocat, « les magistrats ne veulent pas se prononcer sur le cas d'Asia Bibi »

Lahore (Agence Fides) – Les magistrats « ne veulent pas se prononcer sur le cas d'Asia Bibi. Ils évitent de décider quoi faire dans un cas aussi délicat, notamment par crainte de rétorsions et de vengeances de la part des intégristes. Tel est le motif des renvois continuels dans le cadre du procès en appel ». C'est ce que déclare à l'Agence Fides l'avocat chrétien Sardar Mushtaq Gill, responsable de l'ONG LEAD (Legal Evangelical Association Development) qui suit le cas d'Asia Bibi et d'autres victimes de la loi sur le blasphème.

« Nous sommes préoccupés parce que, face à cette inertie, de nombreuses victimes innocentes languissent dans les prisons seulement à cause de leur foi. Parmi elles se trouvent Asia Bibi et Sawan Masih. Entre temps, la foule des extrémistes qui a incendié des maisons et des églises de chrétiens demeure impunie » remarque-t-il.

Le climat d'intimidation est encore fort. « Récemment – indique Maître Gill – un inculpé pour blasphème, Khalil Ahmed, a été tué par un adolescent alors qu'il se trouvait au commissariat de police. On rappellera que l'avocat et activiste des droits fondamentaux, Rashid Rehman, a également été tué parce qu'il avait décidé de défendre un blasphémateur présumé. Ses meurtriers sont encore en liberté. Un juge a dû fuir à l'étranger après avoir condamné le meurtrier du gouverneur Salmaan Taseer alors même qu'il avait avoué son crime ».

« La loi sur le blasphème est devenue un instrument de persécution y compris de ceux qui défendent les accusés. Le Pakistan est devenu un pays très dangereux pour les minorités » remarque-t-il, indiquant que la LEAD continuera à mener une campagne massive en vue de l'abrogation de la loi sur le blasphème.

Maître Gill poursuit : « Nous vivons actuellement l'un des pires moments de l'histoire du pays. Nous constatons des niveaux de marginalisation et de violence sans précédent à l'égard des minorités religieuses. Comment pouvons-nous parler de liberté religieuse, de liberté de pensée et d'expression si la loi ne constitue pas une garantie pour tous, s'il n'existe pas de procès équitable et si une injuste détention est répandue se basant seulement sur la différence de credo religieux ? Nous sommes tous libres et égaux seulement sur le papier mais la réalité est bien différente ».

« Nous demandons un Etat laïc dans lequel tous puissent jouir des mêmes droits et être traités de la même manière devant la loi. Les minorités désirent promouvoir la paix et l'harmonie religieuse au Pakistan » conclut l'avocat. (PA) (Agence Fides 28/05/2014)